



2023.01525

P.P. CH-1951
Sion

Poste CH SA

Monsieur
Guy Parmelin
Conseiller fédéral
Chef du Département fédéral de
l'économie, de la formation et de la
recherche
Palais fédéral est
3003 Berne



Notre réf. SCA/GD/nnr
Votre réf. OFAG

Date 26 avril 2023

Train d'ordonnances agricoles 2023 – Consultation du DEFR du 24 janvier 2023

Monsieur le Conseiller fédéral,

Le Canton du Valais vous remercie de l'avoir consulté sur l'objet cité en marge et vous transmet sa prise de position.

Nous saluons le projet et apprécions le tableau synoptique « droit en vigueur et modifications » qui simplifie grandement notre travail, nous permettant de voir rapidement les changements qui sont proposés. Nous vous suggérons d'y ajouter, à l'avenir, les articles visés avec leurs modifications.

Sur le plan technique, aucun fil conducteur ne se dégage de l'ensemble des mesures. Il s'agit d'une collection de modifications.

Un grand nombre d'adaptations portent sur des détails dont la réglementation est, premièrement, inutile, deuxièmement, disproportionnée et, troisièmement, ne relève pas de la Confédération (organisation interne des cantons et gestion des compétences). Le degré de détail, en particulier dans le domaine de l'OPD et des contributions à la biodiversité, atteint un "niveau record". On ne peut pas continuer à travailler en perdant de vue les réalités des exploitations agricoles et de l'exécution cantonale. Dans la pratique, il n'est déjà plus possible d'expliquer cette politique de manière pertinente. S'il est possible dans l'OPD de s'écarter de la règle générale, dans l'exécution les cas traités individuellement et manuellement augmentent. Cette tendance doit être brisée. Nous proposons différentes simplifications et espérons qu'elles seront acceptées.

Aucune des modifications soumises n'a été examinée quant à sa nécessité ni le résultat comparé à la charge de travail supplémentaire occasionnée. Par exemple, la fixation de la distance de plantation des arbres à haute tige (en mètres et avec une réglementation transitoire) signifie que tous les arbres doivent être saisis dans le SIG avec l'année de plantation et que cet ensemble de données soit ensuite géré pendant des années. Quelle en est la valeur ajoutée pour les espèces d'oiseaux dont les arbres à haute tige constituent l'habitat ? Nous demandons que les modifications soient dorénavant systématiquement examinées sous l'angle du rapport coûts/bénéfices. Les propositions qui ne résistent pas à l'examen doivent être supprimées.

Pour financer les modifications de l'OPD, les taux de contribution sont adaptés. Or, la justification de la baisse ou de la hausse des taux ne correspond souvent pas à la justification technique de la nouvelle proposition. Les taux de cotisation sont donc fixés en fonction d'aspects purement financiers. Cela se traduit par exemple par le fait que dans le paquet d'ordonnances 2022 ou le paquet d'ordonnances mettant en œuvre la directive pa. Iv. 19.475 (voies d'abaissement), une




réduction des taux de cotisation est déjà effectuée. Un autre exemple est la diminution de la contribution pour les vaches à longue durée de vie. Cette contribution est pourtant considérée dans la stratégie climatique pour l'agriculture et l'alimentation comme une mesure essentielle pour réduire les gaz à effet de serre. Même si la stratégie climatique n'est encore qu'en cours d'élaboration, de telles contradictions manquent de crédibilité et doivent être évitées.

Les éléments particuliers figurent dans le formulaire annexé.

En restant à votre disposition pour tout complément utile, nous vous prions de croire, Monsieur le Conseiller fédéral, à l'expression de notre considération distinguée.

Au nom du Conseil d'Etat

Le président


Roberto Schmidt



La chancière


Monique Albrecht

Annexe Formulaire officiel complet
Copie à par courriel à gever@blw.admin.ch

Vernehmlassung zum landwirtschaftlichen Verordnungspaket 2023
Procédure de consultation sur le train d'ordonnances agricoles 2023
Procedura di consultazione sul pacchetto di ordinanze agricole 2023

Organisation / Organizzazione	Etat du Valais
Adresse / Indirizzo	Palais du Gouvernement 1950 Sion
Datum / Date / Data	3 avril 2023

Wir bitten Sie, keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen. Bitte senden Sie Ihre Stellungnahme als **Word-Dokument** elektronisch an gever@blw.admin.ch. Vielen Dank!

Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire. Merci d'envoyer votre prise de position en **format Word** par courrier électronique à gever@blw.admin.ch. Merci beaucoup !

Si prega di non modificare la formattazione del modulo. Vi invitiamo a inoltrare i vostri pareri sotto forma di **documento Word** all'indirizzo di posta elettronica gever@blw.admin.ch. Grazie!

Inhalt / Contenu / Indice

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali	3
BR 01 GUB/GGA-Verordnung / Ordonnance sur les AOP et les IGP / Ordinanza DOP/IGP (910.12)	4
BR 02 Direktzahlungsverordnung / Ordonnance sur les paiements directs / Ordinanza sui pagamenti diretti (910.13)	5
BR 03 Verordnung über die Förderung von Qualität und Nachhaltigkeit in der Land- und Ernährungswirtschaft / Ordonnance sur la promotion de la qualité et de la durabilité dans le secteur agroalimentaire / Ordinanza sulla promozione della qualità e della sostenibilità nell'agricoltura e nella filiera alimentare / (910.16)	28
BR 04 Landwirtschaftliche Begriffsverordnung / Ordonnance sur la terminologie agricole / Ordinanza sulla terminologia agricola (910.91)	30
BR 05 Pflanzengesundheitsverordnung / Ordonnance sur la santé des végétaux / Ordinanza sulla salute dei vegetali (916.20)	31
BR 06 Dünger-Verordnung / Ordonnance sur les engrais / Ordinanza sui concimi (916.171)	32
BR 07 Tierzuchtverordnung / Ordonnance sur l'élevage / Ordinanza sull'allevamento di animali (916.310)	33
BR 08 Schlachtviehverordnung / Ordonnance sur le bétail de boucherie / Ordinanza sul bestiame da macello (916.341)	34
BR 09 Höchstbestandesverordnung / Ordonnance sur les effectifs maximums / Ordinanza sugli effettivi massimi (916.344)	35
BR 10 Milchpreisstützungsverordnung / Ordonnance sur le soutien du prix du lait / Ordinanza sul sostegno del prezzo del latte (916.350.2)	36
BR 11 Verordnung über die Identitas AG und die Tierverkehrsdatabank / Ordonnance relative à l'identité SA et à la banque de données sur le trafic des animaux / Ordinanza concernente Identitas AG e la banca dati sul traffico di animali (916.404.1)	37
BR 12 Verordnung über die Beurteilung der Nachhaltigkeit in der Landwirtschaft / Ordonnance sur l'évaluation de la durabilité de l'agriculture / Ordinanza concernente l'analisi della sostenibilità in agricoltura (919.118)	40
BR 13 Verordnung über Gebühren des Bundesamtes für Landwirtschaft / Ordonnance relative aux émoluments perçus par l'Office fédéral de l'agriculture / Ordinanza concernente le tasse dell'Ufficio federale dell'agricoltura (910.11)	41
WBF 01 Verordnung des WBF über die biologische Landwirtschaft / Ordonnance du DEFR sur l'agriculture biologique / Ordinanza del DEFR sull'agricoltura biologica (910.181)	42
WBF 02 Verordnung des WBF und des UVEK zur Pflanzengesundheitsverordnung / Ordonnance du DEFR et du DETEC relative à l'ordonnance sur la santé des végétaux / Ordinanza del DEFR e del DATEC concernente l'ordinanza sulla salute dei vegetali (916.201)	45
WBF 03 Futtermittelbuch-Verordnung / Ordonnance sur le Livre des aliments pour animaux / Ordinanza sul libro dei prodotti destinati all'alimentazione animale (916.307.1)	47

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali

- **Synopsis**

En tout premier lieu, nous tenons à saluer et vous remercier pour le tableau synoptique « droit en vigueur et modifications » qui simplifie grandement notre travail, nous permettant de voir rapidement les modifications qui sont proposées. Nous vous suggérons que le présent document soit aussi complété, à l'avenir, avec les articles et les modifications proposées. Il serait aussi possible, pour des consultations complexes et principalement techniques, qu'un document de ce type puisse être complété directement en ligne ce qui pourrait aussi réduire votre charge en travail pour la mise en valeur de toutes les prises de position.

- **Gesamteindruck**

Fachlich ist über alle Massnahmen hinweg kein roter Faden zu erkennen. Es handelt sich um eine Sammlung von Änderungen.

- **Detaillierungsgrad**

Eine Vielzahl der Anpassungen betrifft Details, deren Regelung erstens unnötig, zweitens unverhältnismässig und drittens nicht Sache des Bundes ist. Letzteres betrifft insbesondere die kantonsinterne Organisation und Zuständigkeitsregelung. Der Detaillierungsgrad insbesondere im Bereich der DZV und da der Biodiversitätsbeiträge hat inzwischen ein «Allzeithoch» erreicht. Es erstaunt immer aufs Neue, mit welcher Unbekümmertheit weiter auf der Mikroebene herumgeschraubt wird, wobei der Blick für die Realitäten auf den Landwirtschaftsbetrieben und im kantonalen Volzug öfter mal verloren geht. Mit dieser Politik ist das BLW auf bestem Wege, das landwirtschaftliche Beitragswesen abzuschliessen, denn praktisch kann es heute schon niemandem mehr sinnstiftend erklärt werden. In der DZV 2023 mit Weisungen kommt das Wort "Gesuch" vor, was bedeutet, dass vom Standard abgewichen werden kann. Im Vollzug steigt so die Anzahl Fälle, die einzeln und von Hand bearbeitet werden müssen. Dieser Trend muss gebrochen werden. Wir schlagen verschiedene Vereinfachungen vor und erwarten, dass sämtliche aufgenommen werden.

- **Administrativer Aufwand**

Keine der zahlreichen Änderungen wurde auf ihre Notwendigkeit hin überprüft und das Ergebnis dem verursachten Mehraufwand gegenübergestellt. Die Festlegung des Pflanzabstandes von Hochstamm-bäumen nicht mehr als gute Praxis, sondern in Metern und mit einer Übergangsregelung, mag zwar die Kontrolle vereinfachen, bedeutet aber dass alle Bäume im GIS und mit Pflanzjahr erfasst werden müssen und dieser Datensatz dann auch über Jahre hinweg gepflegt werden muss. Wo ist da der Mehrwert für die Vogelarten, deren Habitat die Hochstamm-bäume sind? Wir erwarten, dass in der nun folgenden Auswertung der Vernehmlassung alle Änderungen systematisch auf dieses Kosten-Nutzenverhältnis untersucht werden. Anträge, welche die Prüfung nicht bestehen sind konsequent zu streichen.

- **Finanzierung**

Zur Finanzierung der Änderungen in der DZV werden Beitragssätze geändert. Interessant ist, dass die Begründungen zur Senkung oder Erhöhung der einzelnen Beitragssätze öfter nicht mit der fachlichen Begründung für die entsprechende Änderung übereinstimmen. Die Beitragssätze wurden also unter rein finanzpolitischen Aspekten festgelegt. Das zeigt sich auch daran, dass bei erst mit dem Verordnungspaket 2022 oder dem Verordnungspaket zur Umsetzung der pa. Iv. 19.475 (Absenkpfade) eingeführten Beiträgen, schoneine Kürzung der Beitragssätze vorgeschlagen wird. Ein anderes Beispiel ist die vorgeschlagene Kürzung des Beitrages für langlebige Kühe. Dieser Beitrag gilt in der Klimastrategie Landwirtschaft und Ernährung als wesentliche Massnahme zur Senkung der Treibhausgase. Auch wenn die Klimastrategie erst in Erarbeitung ist, so untergräbt das BLW mit solchen Manövern seine eigene Vertrauenswürdigkeit. Vielleicht gelingen auch in dieser Hinsicht noch Korrekturen.

BR 01 GUB/GGA-Verordnung / Ordonnance sur les AOP et les IGP / Ordinanza DOP/IGP (910.12)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Nous sommes d'accord avec les modifications proposées.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 14a	Préciser que l'OFAG consulte les autorités cantonales concernées.	Il est importants que les cantons puissent s'exprimer à ce sujet.

BR 02 Direktzahlungsverordnung / Ordonnance sur les paiements directs / Ordinanza sui pagamenti diretti (910.13)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

D'une manière générale, les adaptations proposées ne simplifient que rarement les tâches des agriculteurs, des contrôleurs, des administrations cantonales. Le système des paiements se complexifie à chaque nouvelle consultation. Cela devient particulièrement critique et risqué, à moyen terme, de ne plus être applicable, compréhensible et communicable pour quiconque.

Souvent les modifications proposées n'ont aucun effet sur l'objectif primaire visé par la mesure ce qui est très regrettable.

Les adaptations sont souvent des détails qui génèrent cependant une nouvelle charge en travail pour les exploitants, les contrôleurs, les administrations cantonales sans impact réel sur l'objectif initial visé (ex. fixation des distances entre les arbres haute-tige complexifie le système mais n'est d'aucun intérêt pour l'objectif visé : des habitats pour les oiseaux).

Chaque nouvelle adaptation devrait faire l'objet d'une analyse des conséquences pour les exploitants, les contrôleurs, les administrations cantonales en comparaison au bénéfice supplémentaire obtenu pour l'objectif visé (ex. biodiversité)

Wir begrüßen die Präzisierungen in einigen Themen wie dem Mulchen, sowie die kleinen Schritte in Richtung einer administrativen Vereinfachung wie beispielsweise bei der vereinfachten Suissebilanz. Diese Bestrebungen müssen in viel grösserem Umfang gemacht werden, da die Verordnung immer noch viel zu kompliziert und in der Praxis kaum umsetzbar ist. Viel zu viel Bestimmungen sie viel zu detailliert. De facto ist es praktisch unmöglich, alle Bestimmungen korrekt umzusetzen und einzuhalten. Inzwischen sind einzelne Bestimmungen zueinander auch inkompatibel und nicht kombinierbar. Das ist ein klares Zeichen, dass selbst das BLW die Übersicht verloren hat. Der Bund muss von diesem Mikromanagement wegkommen.

Administrativer Aufwand wächst ungebremst und erreicht neue Höhen und Blüten. Wir schlagen diverse Möglichkeiten zur Reduktion vor und erwarten, dass alle in die Revision der DZV einfließen.

Alle Detailanforderungen mit Möglichkeit einer Ausnahme über ein Einzelflächengesuch bringen Verwaltungsaufwand und stehen im Widerspruch zur Eigenverantwortung der Betriebsleiter*innen. (In der DZV 2023 mit Weisungen kommt das Wort "Gesuch" 68x vor, wir sind da in einer Sackgasse !!)

Sömmerung: Grossraubtiere und Herdenschutz:

- Aufgrund der stetig wachsenden Präsenz von Grossraubtieren (v.a. Rudel) und damit verbunden dem steigenden Druck auf die Sömmerung, steigen die Anforderungen an die Umsetzung der einzelbetrieblichen Herdenschutzmassnahmen von Jahr zu Jahr. Die Umsetzung des Herdenschutzes ist mit enormem Aufwand (technisch, finanziell und personell) verbunden. Die Erfolgsquote steigt leider nicht im gleichen Masse. Dieser enorme Aufwand muss entschädigt sein, wenn die Bewirtschaftung des Sömmerungsgebiets und damit die Offenhaltung der Kulturlandschaft längerfristig sichergestellt werden soll.

- Die Finanzierung des Zusatzbeitrages für den betrieblichen Herdenschutz soll gemäss Vorschlag aus dem Agrarbudget erfolgen. Da diese Massnahmen einzig und alleine infolge der steigenden Präsenz von Grossraubtieren notwendig sind, fordern wir, dass die zusätzlichen Mittel zur Stärkung des Herdenschutzes aus den Budgets des BAFU finanziert werden. Stammen die Gelder jedoch aus der Landwirtschaftskasse, so stehen die Förderung der Weidewirtschaft und die Offenhaltung der Landschaft im Vordergrund. Anforderungen an herdenschutzmassnahmen im Sinne der Jagdgesetzgebung dürfen dann nicht gestellt werden
- Explizit befürworten wir die Bestrebungen, die von der Wolfspräsenz betroffenen Sommerungsbetriebe, bei ihren Überlegungen im Bereich Herdenschutz zu unterstützen. Die Einführung des neuen Zusatzbeitrags zur Umsetzung einzelbetrieblicher Herdenschutzmassnahmen ist ein erster Schritt in die richtige Richtung. Da der Druck durch Grossraubtiere nicht nur im Sommerungs- sondern zunehmend auch im Talgebiet steigt, müssen für die Zukunft entsprechende Überlegungen gemacht werden. Diese müssen auch das weitere Schicksal der sogenannten nicht zumutbar schützbaaren Weiden und der dort ihre Tiere auftreibenden Bewirtschafter umfassen. Ihnen ist eine würdige Perspektive zu bieten!
- Die Regelungen bieten erhebliches Potenzial für administrative Vereinfachungen. Den Tierhaltern ist mehr Eigenverantwortung zu übertragen.
- Wir befürworten den Zusatzbeitrag für Herdenschutzmassnahmen. Da dieser aus dem Landwirtschaftsbudget bezahlt werden soll, hat er den Zielen des Landwirtschaftsgesetzes zu dienen, konkret die Weidewirtschaft und die Offenhaltung der Landschaft zu fördern. Entsprechend darf der Zusatzbeitrag nicht von der Einhaltung eines Herdenschutzkonzeptes nach Jagdgesetzgebung abhängig gemacht werden. Das Ergreifen von Herdenschutzmassnahmen muss genügen. Diese Voraussetzung entfällt bei Tierkategorien, wo Null Toleranz gilt, d.h. wo jeder Riss ein Zuviel ist, was zur Regulierung führt.

Le Valais se positionne comme suit sur les principaux éléments.

Nous sommes **fortement opposés** à :

- Les exigences concernant l'homologation de mélanges de semences alors que le Valais, tout comme le Tessin et les Grisons ne disposent d'aucun mélange de semences autorisés ni pour les bandes fleuries pluriannuelles pour organismes utiles, ni pour les jachères florales, ni pour les ourlets. Les mélanges avec écotypes valaisans développés par OHSemences et testés sur diverses parcelles par le service de l'agriculture doivent être homologués afin que dès 2024, ceux-ci puissent être utilisés. Ceci doit être fait au plus vite, d'autant plus que le projet déposé par les 3 cantons en collaboration avec Agroscope a été refusé par l'OFAG. L'OFAG doit aussi assurer le surcout de ces mélanges plus coûteux que les mélanges standards développés pour le plateau suisse.

Nous sommes opposés à :

- La procédure et les exigences pour l'autorisation de mélanges de semences pour les SPB. Il est inadmissible que la Confédération fixe des règles à ce sujet alors que l'OFAG a refusé de soutenir financièrement le projet Agroscope « mélanges pour jachères, ourlets, etc. pour les Alpes centrales et le Sud des Alpes ». Le Valais, les Grisons et le Tessin se retrouvent ainsi avec aucune possibilité de mettre en place ces SPB, aucun mélange reconnu n'existant pour ces cantons. Ce dénigrement de la haute valeur des derniers écotypes particuliers de Suisse et leur mise en danger n'est pas acceptable. Nous prions instamment l'OFAG d'autoriser dès le 1^{er} janvier 2024, les mélanges spécifiques avec écotypes valaisans développés et testés en Valais.

- La procédure pour l'autorisation du broyage à des fins de débroussaillage est beaucoup trop complexe et la charge administrative beaucoup trop lourde.
- La distance de 10m entre les arbres haute-tige et la forêt est difficilement applicable et n'a que très peu d'intérêt d'un point de vue biodiversité. La date de plantation est une donnée supplémentaire extrêmement difficile à acquérir mais nécessaire pour le respect de l'exigence. Nous proposons de biffer cette distance de 10m.
- De même la distance précise entre les arbres pour les SPB Q2 nécessite des outils disproportionnés pour les contrôles avec un bénéfice sans intérêt pour l'avifaune. Une indication précisant que les arbres doivent être plantés à une distance garantissant un développement et un rendement normaux et faisant référence aux manuels de formation est largement suffisante pour l'objectif visé et beaucoup moins lourde administrativement.
- Les bandes semées pour organismes utiles ne peuvent être exigées pour 5 ans dans les cultures pérennes alors que le seul mélange autorisé pour ces bandes dans les cultures pérennes du Valais, des Grisons et du Tessin n'est qu'annuel.
- Une réduction de la contribution SST, ainsi que celle sur la durée de vie des vaches.
- La réduction des contributions pour les SPB, en particulier en plaine et colline car cela entraîne un risque important de biodiversité dans ces régions et pour les réseaux
- La réduction globale de 31 millions pour la biodiversité
- Les réductions cumulatives prévues dans les programmes sur plusieurs années (CSP cultures pérennes) sont totalement disproportionnées par rapport au montant de la contribution.

Nous saluons:

- L'introduction d'une contribution supplémentaire sur les estivages pour les ovins, caprins ainsi que bovins.
- Soutien de la possibilité de broyage de végétaux sur estivage, la procédure pour l'autorisation du broyage à des fins de débroussaillage est cependant beaucoup trop complexe et la charge administrative beaucoup trop lourde.
- L'harmonisation à 20% pour les structures quel que soit le milieu.
- La possibilité de pâture sur prairies riveraines
- Le montant de la contribution pour les céréales en lignes de semis espacés dans un réseau.
- Les précisions entre les zones tampons (LPN) et les bordures tampons (OPD)
- Le Suisse-bilan simplifié pour la contribution pour une utilisation efficace de l'azote (90%) dans les grandes cultures
- Le retrait de l'exigence d'épandre les marcs de raisins dans les vignes pour la contribution couverture appropriée du sol
- Le découplage du programme couverture approprié du sol avec celui des techniques culturales préservant les sols

Nous demandons :

L'introduction d'une nouvelle surface de promotion de la biodiversité « jachère florale ou ourlet après vigne ».

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 14 % SPB y compris semis en ligne espacées	OK	
Art. 21 Bordures tampons le long des surfaces inventaires sans zone tampon	OK	
Art. 29 al. 4 Broyage OK pour entretien pâturages et lutte mauvaises herbes après le 15 août	streichen: a. der Eingriff frühestens ab dem 15. August erfolgt;	Je nach Situation kann das Mulchen auch im Frühling Sinn machen, insbesondere wenn die Bedingungen dies im Herbst nicht zulassen.
Art. 29 al. 5 Broyage contre débranchement soumis à autorisation cantonale	5 Le broyage de l'herbe à des fins de débroussaillage des surfaces est admis sur autorisation du canton. Avant d'octroyer une autorisation, le canton consulte les services cantonaux compétents en matière de protection de la nature, de sylviculture et de surveillance de la faune et peut exiger de l'exploitant une expertise d'un service de vulgarisation. Max 10% de la surface débroussaillée = OK	La procédure est trop complexe et touche un grand nombre de services cantonaux ce qui n'est pas gérable. Consulter le service cantonal nature est suffisant et génère déjà une charge en travail supplémentaire.
Art. 29 Abs. 6	Ändern: 6 Die Bewilligung Der Eingriff muss folgende Auflagen enthalten: a. Der Eingriff erfolgt frühestens ab dem 15. August.	Die Bewilligung soll nicht nötig sein, daher muss der Einleitungssatz angepasst werden. Je nach Situation kann das Mulchen auch im Frühling Sinn machen, insbesondere wenn die Bedingungen dies im Herbst nicht zulassen. Der Termin vom 15. August ist v.a. für den Schutz der Biodiversität verständlich (Absamung der Pflanzen vor dem Eingriff). Wenn dafür auch artenreiche Grün- und Streuflächen im Sommerungsgebiet uneingeschränkt gemulcht werden dürfen, auch als sinnvolle Massnahme gegen Verbuschung, könnten wir eine Terminvorgabe allenfalls akzeptieren.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 29 al. 8 Broyage uniquement 2 ans suite max puis plus pendant 8 ans	8 Le broyage selon l'al. 5 ne peut pas être effectué plus de deux années consécutives sur la même surface. Par la suite, une exploitation durable doit être assurée via une gestion adaptée du pâturage. Un nouveau broyage ne peut être réalisé qu'après huit ans.	Biffer : il n'est pas possible de contrôler cela, c'est donc inutile de le préciser.
Art. 35 al. 1 let. 5 Paiements directs pour surface avec panneaux solaires sous certaines conditions (=SAU)	OK	
Art. 35 al. 2 20% de structure pour toutes les SPB	Les petites structures présentes à l'intérieur des surfaces de promotion de la biodiversité selon l'art. 55 al. 1 let. a à c, e à k, n, p et q, donnent droit à des contributions à concurrence de 20 % au plus de la surface. Les petites structures sur les pâturages boisés (art. 55 al. 1 let. d) et les surfaces herbagères et surfaces à litière riches en espèces dans la région d'estivage (art. 55 al. 1 let. o) sont comptabilisées conformément à la méthode de relevé visée à l'art. 59 al. 2. Les petites structures comprennent les groupes d'arbustes, les arbustes isolés, les tas de branches, les tas de litière, les rhizomes, les fossés humides, les mares, les étangs, les surfaces rudérales, les tas d'épierrage, les affleurements rocheux, les murs de pierres sèches, les blocs de rochers et les surfaces de sol nu.	Nous saluons cette proposition qui simplifie la charge administrative sans effet pervers pour la biodiversité.
Art. 35 al. 3 Bande refuge max 20% au lieu de 10%	2 Les petites structures présentes à l'intérieur des surfaces de promotion de la biodiversité selon l'art. 55 al. 1 let. a à c, e à k, n, p et q, donnent droit à des contributions à concurrence de 20 % au plus de la surface.	Nous saluons cette simplification administrative.

<p>Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)</p>	<p>Antrag Proposition Richiesta</p>	<p>Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni</p>
<p>Art. 47b Abs. 1.</p>	<p>Ändern: 1 Für die Umsetzung einzelbetrieblicher Herdenschutzmassnahmen wird zum Beitrag nach Artikel 47 ein Zusatzbeitrag für Tiere ausgerichtet, die auf Sömmerungs- und Gemeinschaftsweidebetrieben gehalten werden, die zumutbar schützenswert sind. Als zumutbar schützenswert gelten Sömmerungs- und Gemeinschaftsweidebetriebe, bei denen der Kanton gestützt auf Artikel 10quinquies der Jagdverordnung vom 29. Februar 19885 das Ergreifen von Schutzmassnahmen als zumutbar erachtet.</p>	<p>Die Präsenz von Grossraubtieren verursacht für Tierhalter und Tierbetreuer auf allen (Alp-) Weiden massiven Mehraufwand. Dieser soll mit dem Zusatzbeitrag ansatzweise abgegolten werden. Das ist angezeigt. Da dieser Beitrag aus dem Landwirtschaftsbudget bezahlt werden soll, darf er nicht an die Umsetzung eines vom Kanton genehmigten Herdenschutzkonzeptes geknüpft sein. Das Landwirtschaftsgesetz gibt dafür keine Rechtsbasis her. Wer einzelbetriebliche Herdenschutzmassnahmen ergreift, muss den Beitrag erhalten.</p> <p>Dabei darf es keine Rolle spielen, ob der Kanton die konkrete Weide als zumutbar schützenswert eingestuft hat oder nicht. Diese Einteilung ist nur im Zusammenhang mit Massnahmen nach Jagdgesetzgebung relevant. Im Landwirtschaftsgesetz geht es jedoch um die Förderung der Weidewirtschaft und die Offenhaltung der Landschaft, speziell des Sömmerungsgebietes. Die Verknüpfung von Massnahmen an die Erfolgsaussichten von Herdenschutzmassnahmen ist also nicht zielführend.</p> <p>Ohnehin muss die Frage gestellt werden, wohin das geltende Recht die Entwicklung von als nicht zumutbar schützenswerten Weideflächen steuert. Damit stellt sich auch die Frage nach der moralischen Verantwortung des Gesetzgebers gegenüber den Bewirtschaftern von solchen Weiden. Ihnen darf ja wohl nicht zugemutet werden, ihr Vieh quasi als Wolfsfutter weiterhin auf solche Weiden aufzutreiben. Die Beantwortung dieser Frage eilt, soll die Regulierung des Wolfsbestandes in legalen Bahnen bleiben.</p> <p>Der Zusatzbeitrag für die Umsetzung betrieblicher Massnahmen zum Schutz der Nutztiere vor Grossraubtieren auf Sömmerungsbetrieben ist wichtig für den Fortbestand der Alpwirtschaft und muss eingeführt werden.</p>

<p>Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)</p>	<p>Antrag Proposition Richiesta</p>	<p>Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni</p>
<p>Art. 47 al 2 et 47a</p>	<p>OK</p>	<p>Da der Druck durch Grossraubtiere nicht nur im Sommer- sondern zunehmend auch im Talgebiet steigt, müssen für die Zukunft entsprechende Überlegungen gemacht werden.</p> <p>Modification nécessaire pour introduire le complément pour mesures protection troupeaux.</p>
<p>Art. 47b Abs. 2 Bst. d</p>	<p>Ändern: a. Tiere der Rindergattung und Wasserbüffel, bis 365 Tage alt.</p>	<p>Die Beschränkung des Zusatzbeitrages auf Tiere der Rindergattung bis 365 Tage ist unverständlich. Diese Tiere sind im Herdenverband auf der Weide, der jeweils als Ganzes ins Visier der Grossraubtiere gerät. Bei Herden ohne so junge Tiere, z.B. auf Rinderalpen, würde der Beitrag entfallen. Das ist nicht vertretbar. Zum einen sind diese Tiere ebenfalls gefährdet, wie die Erfahrung inzwischen genügend gezeigt hat und zum andern sollten gerade Jungtiere gesümmert werden, weil sich das positiv und langfristig auf ihre Entwicklung und Gesundheit auswirkt. Die Nichtgewährung des Zusatzbeitrages für diese Tierkategorien stellt das in Frage.</p>
<p>Art. 47b Abs. 4</p>	<p>Ändern: 4 Das Ein Herdenschutzkonzept muss aufzeigen, mit welchen betrieblichen und technischen Massnahmen und Vorkehrungen eine oder mehrere Tierkategorien während der Sommerungszeit vor Grossraubtieren geschützt werden können. Es muss vom Kanton bewilligt werden. Der Kanton überprüft die Einhaltung des Konzepts.</p>	<p>DAS Herdenschutzkonzept gibt es nicht. Ein solches Konzept ist immer auf den Einzelbetrieb und seine Gegebenheiten zugeschliffen.</p> <p>Die effektive und effiziente Ausgestaltung der auf seiner Weide zu ergreifenden Herdenschutzmassnahmen liegt im Eigeninteresse des Tierhalters. Das erübrigt eine Bewilligungspflicht und die Kontrolle der Einhaltung durch den Kanton.</p> <p>Kommt es auf einer konkreten Weide durch Grossraubtiere zu Schäden und sollen diese entschädigt werden und hängt die Entschädigung vom Ergreifen von Herdenschutzmassnahmen ab, so ist die Frage im Rahmen des Entscheids über die Entschädigung zu klären.</p>

<p>Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)</p>	<p>Antrag Proposition Richiesta</p>	<p>Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni</p> <p>Bei den Tiergattungen, wo Null-Toleranz gilt, also jeder Riss ein Zuviel ist, ist die Entschädigung voraussetzungslos geschuldet.</p> <p>Wir verweisen dazu auf die Stellungnahme der KOLAS zur Vernehmlassung über die Teilrevision der Jagdverordnung vom 09.11.2022.</p> <p>Die Kantone betrieben heute schon einen grossen Aufwand für die Herdenschutzberatung. Das ist richtig. Damit unterstützen sie die Tierhalter wirksam im Aufbau eines an die Gegebenheiten ihres Betriebs angepassten Herdenschutzmanagement.</p>
<p>Art. 10quinquies Abs. 2 JSV</p>	<p>Ändern: Kriterienliste des BAFU zur Bezeichnung von «nicht zumutbar schützbaeren» Alpen</p>	<p>Kriterienliste des BAFU zur Bezeichnung von «nicht zumutbar schützbaeren» Alpen (Art. 10quinquies Abs. 2 JSV)</p> <p>Die Beurteilung der Schützbarkeit von Sömmerungs- und Gemeinschaftsweidebetriebe erfolgt gestützt auf die Jagdverordnung. Für die Beurteilung gilt somit die Kriterienliste des BAFU zur Bezeichnung von «nicht zumutbar schützbaeren» Alpen (Art. 10quinquies Abs. 2 JSV), welche jedoch punktuell überarbeitet werden muss. Mit einer straffen Anwendung der Kriterienliste wären z.B. im Kanton Graubünden viele Alpen nicht zumutbar schützbaer.</p> <p>Bemerkung zum Bericht</p> <p>Es ist korrekt, dass die Beurteilung, ob eine Alp zumutbar schützbaer ist oder nicht, dynamisch ist und unter anderem auch von der Eigeninitiative der Bewirtschaftenden und der wirtschaftlichen Situation abhängig ist. In der Kriterienliste des BAFU zur Bezeichnung von "nicht zumutbar schützbaeren" Alpen (Art. 10quinquies Abs. 2 JSV) wird die "persönliche Motivation" gleich wie im erläuternden Bericht aufgeführt. "Persönliche Motivation" ist im Zusammenhang mit der Umsetzung von Herdenschutzmassnahmen wertend. Kein Bewirtschafteter setzt freiwillig</p>

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 49 al. 3 Contribution par charge effective en PN	Fixation des contributions 3 Les contributions supplémentaires visées aux arts. 47a et 47b sont fixées pour la charge en bétail effective en PN.	Herdenschutzmassnahmen um, wenn diese nicht notwendig sind. Aufgrund des Drucks der Grossraubtiere bleibt den Bewirtschaftenden jedoch nichts Anderes übrig. Die Beurteilung, ob eine Alp oder Teile davon zumutbar schätzbar sind, sind deshalb in erster Linie auf die Eigeninitiative des Bewirtschaftenden abzustellen.
Art. 55 al. 3 let a bis (nouveau)	<p>Art. 55</p> <p>1 Les contributions à la biodiversité sont versées par hectare pour les surfaces de promotion de la biodiversité suivantes, en propre ou en fermage:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. prairies extensives; b. h. jachères florales; <p>1bis.....</p> <p>2 Pour les surfaces mentionnées à l'al. 1 let. a, b et e, les contributions sont échelonnées par zones.</p> <p>3 Pour les surfaces suivantes, les contributions ne sont versées que dans les zones et régions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. surfaces visées à l'al. 1 let. h (sauf après vigne), i et q; zone de plaine et zone des collines; <p><u>abis (nouveau) surfaces visées à l'al. 1 let h (uniquement jachères florales après vigne) : zone de plaine, zone des collines et zones de montagne I, II, II et IV</u></p> <ul style="list-style-type: none"> b. surfaces visées à l'al. 1 let. k: zone de plaine, zone des collines et zones de montagne I et II; <p>c. ...</p>	OK
		<p>Le Valais vous rappelle son courrier du 12 janvier 2022 :</p> <p>La situation économique vitivinicole est difficile actuellement, et nous allons au-devant de potentiels nombreux arrachages de parcelles de vigne ces prochaines années.</p> <p>En l'instant, toute parcelle nouvellement arrachée reste en cadastre vigne pendant 10 ans au maximum. Ces parcelles pourraient être mises en jachère florale pour promouvoir la biodiversité et l'amélioration de l'activité biologique du sol. Actuellement, les jachères florales sur terres assolées et cultures pérennes ne sont autorisées que dans les zones de plaine et des collines. Cependant en Valais, le vignoble s'étend potentiellement jusqu'en zone de montagne IV. De plus, en complément des SPB « surfaces viticoles présentant une biodiversité naturelle », il serait très intéressant d'un point de vue biodiversité d'inciter les viticulteurs à mettre en place d'autres types de SPB dans le vignoble. Les prairies extensives sont actuellement peu attractives financièrement et nécessitent de sortir le produit de la fauche de parcelles souvent difficiles d'accès. Les pâturages extensifs, quant à eux, sont peu adaptés aux surfaces dans le vignoble.</p>

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
		<p>Les jachères florales, voire les ourlets, permettraient d'amener cette biodiversité dans le vignoble, tout en permettant au viticulteur, en cas d'amélioration de la situation viti-vinicole, de reconstituer la parcelle en vigne (possible sans demande particulière pendant 10 ans). L'entretien des jachères et des ourlets est réalisable même dans des parcelles difficilement mécanisables. De plus, ces surfaces sont plus attractives financièrement.</p> <p>En Valais, nous aurions la possibilité de semer un mélange composé d'écotypes valaisans développé avec la société OHSemences, voire de mettre en place un enherbement spontané maîtrisé, toujours dans le but de promouvoir la biodiversité, participer au repos du sol et limiter la propagation de plantes envahissantes.</p> <p>Nous vous demandons donc d'adapter l'ordonnance sur les paiements directs afin de rendre les jachères florales et les ourlets possibles sur des zones de montagne I, II III et IV si elles sont mises en place après une culture de vigne (modification de l'art. 55 al. 3 OPD en conséquence).</p>
Art. 57 al. 4 Uniformisation des durées d'engagement SPB Q1, Q2, réseau	OK	Peut simplifier la gestion des SPB.
Art. 58 al. 7 Q1 mulching autorisé sur ourlets, jachères florales, jachères tournantes, vigne Q1, au pied des arbres sur SPB, sur SPB estivage	OK	Pratique agricole plus simple sans effet négatif sur la biodiversité.
Art. 58 al. 8	Biffer et remplacer par art. 58a	
Art. 58 al. 10 Canton autorise pâture pour combattre plantes indésirables	OK	

<p>Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)</p>	<p>Antrag Proposition Richiesta</p>	<p>Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni</p>
<p>Art. 58 a Mélange de semences</p>	<p>BIFFER Art. 58a Dispositions particulières concernant les mélanges de semences 1 Pour l'ensemencement des surfaces de promotion de la biodiversité visées à l'art. 55, al. 1, let. h, i et k, seuls les mélanges de semences autorisés par l'OFAG pour la surface de promotion de la biodiversité concernée selon l'annexe 4a, let. B, peuvent être utilisés. 2 L'OFAG définit les mélanges de semences pour les surfaces de promotion de la biodiversité à l'annexe 4a, let. B. Ce faisant, il tient compte des avantages écologiques et agronomiques, des risques et de la méthodologie selon les critères de l'annexe 4a, let. A. La pondération des critères se fonde sur l'objectif visé et le domaine d'utilisation. L'OFAG consulte au préalable l'OFEV. 3 La composition des mélanges de semences appropriés est publiée par l'OFAG le 1er janvier de chaque année. 4 L'OFAG peut autoriser des modifications de la composition des mélanges de semences destinés à être utilisés dans certaines exploitations agricoles, notamment pour mieux promouvoir la biodiversité ou pour éviter des problèmes dans l'assolement. 5 Pour l'ensemencement des surfaces de promotion de la biodiversité visées à l'art. 55, al. 1, let. a à e, g et o, il faut privilégier aux mélanges de semences standardisés, la fleur de foin locale ou les graines de foin obtenues par battage, issues de prairies permanentes de longue durée.</p>	<p>Nous demandons expressément à l'OFAG de mettre à disposition des mélanges adaptés aux conditions spécifiques du VS, GR, TI ou nous donner accès à des mélanges adaptés pour toute la Suisse. Il est inadmissible que des exploitants agricoles soient exclues d'une mesure ou des PER car ils n'ont pas la possibilité de la mettre en place, aucun mélange n'étant autorisé dans leur région. Cette inégalité de traitement par rapport aux autres cantons est inadmissible.</p> <p>Nous vous rappelons que le service de l'agriculture du Valais a développé en collaboration avec OHSemences des mélanges avec écotypes valaisans pour les jachères florales et ourlets en grandes cultures et pour vigne. Depuis plusieurs années nous vous demandons ainsi une homologation, au moins provisoire, de ces mélanges. Ils ont été testés sur plusieurs parcelles. Des collaborateurs/trices de l'OFAG et d'Agroscope sont venus sur place visiter quelques parcelles. Le résultat est concluant. Nous vous prions ainsi instamment de reconnaître ces mélanges et de soutenir financièrement leur coût plus élevé par rapport à des mélanges standards de jachères florales ou ourlets.</p>

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 62 al 5 Pour réseau dérogation Q1 pas limité à la date de fauche et mode d'utilisation mais aussi pour la pâture mais uniquement pour favoriser espèces cibles et plus espèces caractéristiques. Nouveau : Obligation de consulter le service nature	5 Pour les surfaces donnant droit à des contributions pour la mise en réseau, des prescriptions dérogeant à celles du niveau de qualité peuvent être fixées si cela est nécessaire pour les espèces cibles. Ces prescriptions doivent être convenues pour toute la durée du projet réseau par écrit entre l'exploitant et le canton et le service cantonal en charge de la protection de la nature doit être consulté de manière globale.	Ok pour les dérogations. Par contre le processus est beaucoup trop complexe. Une convention écrite avec l'exploitant génère une charge en travail démesurée. Une solution plus simple doit être trouvée comme une solution numérique par exemple. Il faudrait pouvoir utiliser les données numériques et associer ce type de dérogation à la parcelle. Les données récoltées dans le cadre de plusieurs projets ex. IE, réseaux... doivent pouvoir déclencher automatiquement ce type de dérogation. La localisation d'une surface est déterminante. Impossibilité de gérer cela par contrat. Le Service nature ne peut pas être consulté pour chaque exploitant mais doit pouvoir le faire pour une région par exemple.
71b al. 5, 5bis, 5ter, 5quater Mélange de semences pour bandes pour organismes utiles	5 Für Ansaaten von Nützlingsstreifen dürfen nur die für den jeweiligen Einsatzbereich geeigneten Saatmischungen nach Anhang 4a-Buchstabe B verwendet werden. Der Kanton führt eine Liste der geeigneten Saatmischungen. 5bis Das BLW nimmt die Saatmischungen für Nützlingsstreifen in Anhang 4a-Buchstabe B auf. Dabei berücksichtigt es den ökologischen und agronomischen Nutzen, die Risiken und die Methodik gemäss den Kriterien in Anhang 4a-Buchstabe A. Die Gewichtung der Kriterien richtet sich nach der Zielsetzung und dem Einsatzbereich der Saatmischung. Das BLW hört vorgängig das BAFU an. 5ter Die Zusammensetzungen der geeigneten Saatmischungen werden vom BLW jeweils per 1. Januar veröffentlicht. 5quater Das BLW kann Änderungen der Zusammensetzung von Saatmischungen für die Anwendung auf einzelnen landwirtschaftlichen Betrieben bewilligen, insbesondere zur besseren Biodiversitätsförderung oder zur Vermeidung von Problemen in der Fruchtfolge.	Le valais exige un mélange pluriannuel pour les cultures pérennes comme le demande la mesure mais qui n'est actuellement pas disponible ou homologué par l'OFAG. Das Verfahren ist zu kompliziert. Für die Alpensüdseite war das BLW bisher nicht in der Lage, geeignete Saatgutmischungen zuzulassen. Damit schliesst es die Landwirte dieser Regionen faktisch von dieser Massnahme aus. Siehe auch Bemerkungen zu Art. 58a.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
71b al. 7 Durée de mise en place sur terres ouvertes et cultures pérennes prolongées de 4 à 5 ans		Les Alpes centrales et le Sud des Alpes ne disposent pas de mélanges de semences pluriannuels pour les cultures pérennes. Il n'est ainsi pas possible d'exiger une mise en place de ses bandes pour une durée de 4-5 ans alors qu'aucun mélange n'est reconnu conformément à annexe 4a. L'OFAG ayant refusé de financer le projet de recherche Agroscope permettant de développer ces mélanges, il est indécis de la part de l'OFAG de poser cette exigence. Au minimum une dérogation doit être mentionnée pour les régions des Alpes centrales et le Sud des Alpes.
71b al. 7bis Canton peut accorder une prolongation	OK	Cette prolongation ne doit pas nécessiter des visites sur le terrain.
71b al 13 Coupe de nettoyage la 1 ^{ère} année	OK	
71c al.2 Augmentation du taux de couverture pour les cultures annuelles (sauf légumes, etc) de 70% à 80%	Streichen Eventualiter ändern: 2 Der Beitrag für Hauptkulturen auf offener Ackerfläche wird ausgerichtet bei den übrigen Hauptkulturen auf der offenen Ackerfläche, wenn auf 80-Prezent <u>75 Prozent</u> der Flächen, auf denen die Hauptkultur vor dem 1. Oktober geerntet wird:	Das Programm angemessene Bodenbedeckung ist immer noch zu kompliziert zu sehr dem Mikromanagement verhaftet, obwohl klar ist, dass den vielfältigen Verhältnissen auf den Einzelbetrieben niemals gerecht werden wird. Der Ansatz, eine angemessene Bodenbedeckung an Kulturen und Anbauverfahren festzumachen, erscheint uns nach wie vor wenig praktikabel. Die Landwirte wählen die Kulturen nach den Bedürfnissen des Marktes und richten sich beim Anbau nach den Boden- und Witterungsverhältnissen. Dem kann der gewählte Ansatz für eine angemessene Bodenbedeckung nicht gerecht werden. Wir empfehlen daher nochmals die Prüfung und allenfalls Aktualisierung des Bodenschutzindex. Vereinheitlichung der Prozent-Sätze. Die Anmeldung für Kulturen von einjährigem Gemüse- und Medizinalpflanzen sowie die Streichung der Rückführungspflicht für Trester sind positiv.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
		<p>Bezüglich Agrardatenerhebung ist weder eine einzelflächenspezifisches Anmeldeverfahren im Februar noch das Einführen einer Nacherhebung im Sommer tolerierbar. Es muss ganz klar auf eine Datenerhebung und AGIS-Datenlieferung auf Stufe Einzelfläche verzichtet werden.</p> <p>Diese Regelung muss auf Eigenverantwortung basierend umgesetzt werden können. Wenn, dann ist maximal eine simple Aufzeichnung im Fruchtfolgerapport oder Feldkataloger vom Typ "Zwischenkultur/Zwischenbegrünung angelegt" vertretbar.</p> <p>Grundsätzlich ist die Erleichterung für den Landwirt positiv (mehr Handlungsspielraum für eine Winterfurche vor dem 15.02.). Aber die Bestimmung der 80 % der Flächen auf denen die Hauptkultur vor dem 1. Oktober geerntet wird, bringt folgende Probleme:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Einige Kulturen werden um diesen Termin herum geerntet (Silomais, Kartoffeln, in späten Jahren Sonnenblumen/Soja, erste Rodungen Zuckerrüben): Es ist deshalb für den Landwirt sowie die Kontrolle sehr anspruchsvoll, die Referenzfläche (was ist 100 %?) zu eruieren. Entsprechend ist die glaubwürdige Kontrolle in diesem Punkt schwierig. • Alternativvorschlag: Der alte Bodenschutzindex machte eine Gewichtung je nach Kultur und Saat- und Umbruchzeitpunkt der Zwischenkultur. Dies wäre in der Umsetzung einfacher zu vollziehen. Zusätzlich würde dieser genügend Handlungsspielraum für die Landwirte zulassen ohne die Anforderung des PSB zu schmälern. Die ÖLN-Anforderungen im Bereich Bodenschutz wären problemlos integrierbar (Vereinfachung). <p>Diese Analysen zeigen, dass der PSB angemessene Bodenbedeckung noch nicht praxistauglich ist.</p>

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
<p>71c al. 4</p> <p>Obligation de rapporter les marcs sur vigne biffé</p>	<p>OK pour le marc. Par contre :</p> <p>Eine Anpassung der Vorgaben des Bundes scheint sinnvoll, um den Gegebenheiten in der Praxis gerecht zu werden.</p> <p>So sollte es zur Vorbereitung der Einsaat oder für Projektbetriebe ermöglicht werden, dass eine einmalige – nicht wendende – Bodenbearbeitung (z.B. mit Spatenmaschine oder Kreiselegge) im Frühjahr oder Herbst durchgeführt werden kann, auch wenn damit die 70% begrünte Fläche unterschritten werden. In den meisten Fällen wird die Unterschreitung eher geringfügig sein, da nur jede zweite Gasse bearbeitet wird. Ausserdem sollte eine ganzflächige Bodenbearbeitung im Herbst – nach einer Rodung – möglich sein. Auch diese Ausnahme betrifft meist nur einen kleinen Anteil der gesamten Rebfläche eines Betriebes.</p> <p>Ist die Einführung solcher Ausnahmen nicht möglich sollte zumindest überlegt werden, ob die Anmeldung der Massnahme auf den Einzelflächen ermöglicht wird, damit die Betriebe die betroffenen Flächen abmelden können, ohne auf die Beiträge auf den restlichen Flächen verzichten zu müssen.</p>	<p>La suppression de l'obligation de rapporter les marcs sur vigne est à saluer, car elle n'est pas réaliste pour de nombreux producteurs de raisin qui n'encavent pas leur vendange.</p> <p>Cette Vorgabe führt für teilnehmende Betriebe in einigen Bereichen zu Schwierigkeiten. So ist ein Umbruch der Fläche mit dem Pflug oder Ähnlichem nach der Rodung im Herbst im Teilnahmejahr nicht möglich, was dazu führt, dass der Umbruch im folgenden Frühjahr erfolgen muss und eine Frostgare oder die Einsaat einer Winterbegrünung zur Bodenverbesserung unmöglich wird. Vielfach ist aber im Frühjahr die Bodenbearbeitung durchzuführen.</p> <p>Ausserdem gerät der Produzent unter Zeitdruck und in Versuchung auf eine angemessene Bodenvorbereitung vor der Pflanzung zu verzichten, was in der Folge zu Problemen und Ausfällen bei den Jungpflanzen führen kann. Diese Ausfälle sind mit hohen Kosten für den Bewirtschafter verbunden.</p> <p>In einigen Gebieten und vor allem auch im Bio-Anbau werden regelmässige Einsaaten, um die Bodenfruchtbarkeit zu fördern und so auf synthetische Düngemittel verzichten zu können. Für die Vorbereitung der Einsaat ist eine Bodenbearbeitung zwingend notwendig. Auch hier kommen den Betrieben die Vorgaben des Bundes, besonders die gesamtbetriebliche Verpflichtung, in die Quere.</p> <p>In extremen Trockenphasen kann es ausserdem nötig sein, die Begrünung gezielt zu stören – nicht umzubereiten – um eine zu hohe Verdunstung und damit einen zu hohen Verlust an Bodenwasser zu vermeiden.</p>

<p>Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)</p>	<p>Antrag Proposition Richiesta</p>	<p>Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni</p>
<p>Art 71d</p>	<p>Streichen Eventualiter ändern:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Abs. 2 Bst. c: die zum Beitrag berechtigende Fläche mindestens <u>60</u> <u>50</u> Prozent der offenen-Ackerfläche des Betriebs ohne Flächen nach Artikel 55 Absatz 1 • Buchstabe h, i und k umfassen; • Abs. 2 Bst. e: streichen • Abs. 3 Bst. c: streichen 	<p>Das Programm angemessene Bodenbedeckung ist immer noch zu kompliziert zu sehr dem Mikromanagement verhaftet, obwohl klar ist, dass das den vielfältigen Verhältnissen auf den Einzelbetrieben niemals gerecht werden wird. Der Ansatz, eine angemessene Bodenbedeckung an Kulturen und Anbauverfahren festzumachen, erscheint uns nach wie vor wenig praktikabel. Die Landwirte wählen die Kulturen nach den Bedürfnissen des Marktes und richten sich beim Anbau nach den Boden- und Witterungsverhältnissen.</p> <p>Dem kann der gewählte Ansatz für eine angemessene Bodenbedeckung nicht gerecht werden. Wir empfehlen daher nochmals die Prüfung und allenfalls Aktualisierung des Bodenschutzindexes. Ausserdem ist der Beitrag immer noch an nicht kontrollierbare Auflagen geknüpft.</p> <p>Die Aufhebung von Abs. 2 Bst. b entspricht einer Forderung der KOLAS und ist positiv.</p> <p>Weizen nach Mais ist nicht beitragsberechtigt. Der Maximale Flächenanteil von Weizen beträgt 50 %. Um sicherzustellen, dass Betriebe trotz Weizen das Programm anmelden können, soll die Anforderung auf 50 % gesenkt werden. Für den Vollzug muss die Flächenberechnung übers Jahr statisch sein. Sonst ist die Anforderung nicht überprüfbar und nicht rekursfähig. Dies gilt auch für Bst. e.</p> <p>Das Problem von Fusarien bei pfluglosem Anbau von Weizen oder Tritical nach Mais ist in der Praxis kaum vorhanden. Bei richtiger Anbauweise und Sortenwahl sind die Fusarien kein Problem.</p> <p>Im Weiteren ist diese Bestimmung im Vollzug nur sehr schwierig und aufwändig umzusetzen. Die Streichung wäre ein wesentlicher Beitrag zur administrativen Entlastung und Systemvereinfachung.</p>

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Artikel 71e Absatz 2 und 3	Die Anpassung wird im Sinne der administrativen Vereinfachung unterstützt.	Durch diese Anpassung fällt ein Hindernis bei der Umsetzung der vereinfachten Suissebilanz weg. Wir fordern den Bund auf, das zweite, weitaus grössere Hindernis in Form der Futterbilanz für das GMF-Programm, ebenfalls anzupassen, damit die vereinfachte Suissebilanz breit umgesetzt werden kann.
Art. 75a Abs. 4	4 Der Beitrag wird nur ausgerichtet, wenn den Tieren aller Tierkategorien nach Artikel 73 Buchstabe a der Tierkategorien nach Artikel 73 Buchstabe a Ziffer 1 bis 4 und Ziffer 6 bis 8, für die kein Weidebeitrag ausgerichtet wird, Auslauf nach Artikel 75 Absatz 1 gewährt wird.	Der Weidebeitrag muss ohne die allgemeine Voraussetzung RAUS für alle gewährt werden. Das gibt den Betrieben mehr Flexibilität und ermöglicht auf Rücksicht auf die Bodenverhältnisse zu nehmen. Insbesondere ist der Beitrag nicht zwingend auch an den Weidegang der Kälber zu binden.
Art. 115g al.2 Report des réductions dérivées et ruissellement jusqu'en 2025	OK	
Art. 115h Respect des distances entre les arbres ne s'applique pas pour les arbres annoncés avant 2024	OK sur le principe mais biffer l'exigence « distance de 10 m de la forêt ».	Cette dérogation ne sera pas gérable à moyen terme. Indiquer dans le SIA l'année de plantation de chaque arbre haute-tige est une charge en travail totalement disproportionnée par rapport à l'effet sur la biodiversité de la forêt. Il n'est pas possible de contrôler cela sur le terrain.
ANNEXES		
Annexe 1 ch. 2.1.9d Bilan simplifié pour contribution 90%N : valeur UGB/ha	OK	
Annexe 1 ch. 9.6 et 9.7 Bordures tampons le long des surfaces inventoriées sans zone tampon	OK	

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Annexe 2 Estivage et protection troupeaux	OK	
Annexe 4 ch. 7 Prairies riveraines : autorisation pacage	OK	
Annexe 4 ch. 12.1.5 Arbres haute-tige Q1 distance 10 m de la forêt	Biffer	Cette exigence, de plus avec l'exception pour les arbres plantés avant 2024, est totalement ingérable. L'impact de cette mesure sur la biodiversité de la forêt est totalement négligeable alors qu'elle implique une charge en travail pour l'exploitant (annoncer l'année de plantation), pour le contrôleur et pour l'administration cantonale totalement disproportionnée.
Annexe 4 ch. 12.1.8 Arbre Haute-tige Q1 : Pas de PPh sur arbre à moins de 10 m des haies, etc.	Biffer	Les PPh sont interdits sur une bordure tampon de 6 m le long de ces milieux. Mettre une distance différente pour les arbres haute-tige complexifie le système avec une amélioration minime sur ces milieux. Il est inutile de fixer une nouvelle distance.
Annexe 4 ch. 12.2.5 Arbres haute-tige Q2 : distance minimale entre les arbres	a) L'intervalle entre chaque arbre est au minimum de: a- arbres fruitiers à pépins ou à noyau, à l'exception des cerisiers: 8 m; b- cerisiers, noyers et châtaigniers: 10 m.	La charge en travail pour les exploitants (géolocaliser chaque arbre), pour les contrôles et pour l'administration cantonale est trop importante par rapport au bénéfice pour l'avifaune qui est totalement minime avec cette précision. Pour éviter que les arbres d'un verger haute-tige soient trop serrés, il est suffisant d'indiquer la même restriction que pour arbre fruitier haute-tige Q1.
Annexe 4a Mélange de semences	Biffer	Le canton du Valais ne peut pas accepter ces exigences sur les mélanges de semences pour les SPB. En effet, les zones biogéographiques des Alpes centrales et du Sud des Alpes ont des écotypes très particulier que nous souhaitons conserver. Or, l'OFAG a refusé de soutenir le projet « mélange de semences pour les jachères florales, les ourliets, etc. pour les Alpes centrales et le Sud des Alpes.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
		<p>Le canton ne peut pas financer un projet de recherche tel que décrit dans ces exigences afin de disposer d'un mélange de semences adapté à sa région. Il est inadmissible que la Confédération pose de telles exigences alors qu'elle n'est pas disposée à fournir un mélange reconnu pour nos régions.</p> <p>Par son refus, l'OFAG a montré son manque d'intérêt pour la préservation des richesses des écotypes très rares tels qu'on les trouve dans les Alpes centrales et le Sud des Alpes.</p> <p>Nous exigeons au minimum un article qui indique que pour les régions des Alpes centrales et le Sud des Alpes, l'OFAG fournit des mélanges de semences répondant à toutes les exigences indiquées dans l'annexe 4a pour le 1^{er} janvier 2025 au plus tard : jachères florales, jachères tournantes, ourlets, bandes semées pour organismes utiles pluriannuelles (y compris pour cultures pérennes) pour les cantons des Grisons, du Tessin et du Valais.</p> <p>Nous vous rappelons que le service de l'agriculture du Valais a développé en collaboration avec OHSemences des mélanges avec écotypes valaisans pour les jachères florales et ourlets en grandes cultures et pour vigne. Depuis plusieurs années nous vous demandons ainsi une homologation, au moins provisoire, de ces mélanges. Ils ont été testés sur plusieurs parcelles.</p> <p>Des collaborateurs/trices de l'OFAG et d'Agroscope sont venus sur place visiter quelques parcelles. Le résultat est concluant. Nous vous prions ainsi instamment de reconnaître ces mélanges et de soutenir financièrement leur coût plus élevé par rapport à des mélanges standards de jachères florales ou ourlets.</p>

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Anhang 6 Teil B Ziff. 2.5	Ändern: a. Während oder nach starkem Niederschlag bei <u>durchnässen Böden:</u>	Nous relevons aussi que les labels IP-Suisse arbo et Fruits durables utilisent comme exigences ou bonus la mise en place de ce type de bandes et qu'aucun mélange n'est autorisés en VS, TI et GR. Die aktuelle Regelung berücksichtigt die unterschiedlichen Bodenverhältnisse nicht. In einem wasserdurchlässigen Boden kann nach starkem Niederschlag bereits nach einem Tag die Beweidung fortgesetzt werden. In schweren tonhaltigen Böden muss mit der Wiederaufnahme der Weide länger zugewartet werden.
Annexe 6 Teil C ch. 2.2. Dès novembre, exigence de 70% ration journalière plus obligatoire	OK sauf pour zone de montagne 4 : avancer au 15 octobre	Permettre dans les zones de montagne 4 un avancement de cette date au 15 octobre.
Anhang 7 Ziff. 1.6.1 Bst. a	Antrag Der Sommerungsbeitrag wird aufgrund des festgelegten Normalbesatzes berechnet und beträgt pro Jahr für: a. Schafe, mit Ausnahme von Milchschaafen, bei ständiger Behirtung 400 500 Fr. pro NST	Der Beitrag von 400 Franken ist beim Weidesystem ständige Behirtung zu tief und soll im 2024 nicht wieder auf diesen Betrag reduziert werden. Auch ohne die Umsetzung von Herdenschutzmassnahmen deckt der Beitrag den Aufwand an die ständige Behirtung nicht. Für eine gute und nachhaltige Bewirtschaftung des Sommerungsgebiets ist es sinnvoll, wenn die Herden zusammengelegt werden und im System ständige Behirtung gehalten werden. Dafür muss die Attraktivität des Systems auch in finanzieller Hinsicht erhöht werden.
Anhang 7 Ziff. 1.6.3	Zustimmung	Der Zusatzbeitrag für die Umsetzung betrieblicher Massnahmen zum Schutz der Nutztiere vor Grossraubtieren auf Sommerungsbetrieben ist wichtig für den Fortbestand der Alpwirtschaft und soll eingeführt werden.
Anhang 7 Ziff. 3.1.1 Ziff. 1	Ablehnung	La réduction des contributions à la biodiversité de 31 millions de francs suisses va clairement à l'encontre de la mission de l'agriculture qui consiste à freiner le recul de la biodiversité.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
		<p>Une réduction des contributions au niveau de qualité 1 n'est justifiable que si les contributions sont réaffectées à d'autres niveaux de qualité SPB, ou du moins à des prestations non préjudiciables à la biodiversité.</p> <p>Au vu des déficits persistants dans le domaine de la biodiversité, notamment pour les surfaces de niveau de qualité II (cf. résultats ALL-EMA), les incitations à la promotion de la biodiversité ne doivent pas être réduites. Les réductions de contributions prévues à l'annexe 7 ch. 3.1.1 pour les surfaces de promotion de la biodiversité conduiront immanquablement à un affaiblissement de l'incitation à la promotion de la biodiversité. Par rapport aux autres paiements directs, les contributions à la biodiversité deviendront moins attractives.</p> <p>Die massive Kürzung der QI-Beiträge ist die falsche Signalwirkung. Gerade in den Tal- und Hügelizele wäre es wichtig, dass zumindest Flächen der QI angemeldet werden. Die Betriebe werden lieber intensiv bewirtschaften, wenn der finanzielle Anreiz für QI so tief ist. Gleichzeitig ist das Potential für QII kaum vorhanden. Es besteht die Gefahr für weitere Intensivierung.</p> <p>Eine Kürzung der BFF-Beiträge setzt grundsätzlich das falsche Signal. Die Unruhe wegen der 3.5% AckerBFF in der Ackerfläche ist schon sehr gross. Die Beiträge sind natürlich ein Entscheidungskriterium, welche Flächen in der Nutzung geändert werden. Da sind Veränderungen im aktuellen Zeitpunkt nicht richtig.</p>
Annexe 7 ch. 2.1.1 et 2.2.1 Réduction contribution sécurité approvisionnement de 700.- à 600.-	Streichen:	Anpassungen Basisbeitrag und Produktionserschwerungsbeitrag ist abzulehnen. Bei einer Senkung des Basisbeitrags muss zwingen auch die Wirkung bezüglich Raufuttererhaltung (Mindesttierbesatz) kompensiert werden.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
		<p>Die Koppelung der Grünlandflächenförderung an die Haltung von Raufutterverzehrer darf nicht aufgehoben werden. Grünlandflächen (auch BFF) ohne Futterverwertung ist bezüglich Foodwaste und Klimawirkung zu beachten. Mit betroffen ist auch die Kulturlandschaft und die Biodiversität, unterbestossene Weiden längerfristig Problemflächen werden.</p>
<p>Annexe 7 ch. 3.1.1. Réduction générales des contributions Q1 pour prairies extensives et peu intensives, augmentation des contributions Q2 pour prairies peu intensives de ZP à ZM2</p>	<p>Biffer</p>	<p>Les prairies extensives Q1 en zone de plaine et colline sont particulièrement précieuses et doivent être préservées. La réduction de la contribution Q1 préteite fortement leur maintien.</p>
<p>Annexe 7 ch. 3.2.1 Mise en réseau 500.- pour semis large</p>	<p>OK</p>	
<p>Annexe 7 ch. 5.8.1 Contribution couverture du sol : réduction pour autres culture principales de 250.- à 200.- ; diminution pour la vigne de 1000.- à 600.-</p>	<p>Maintenir la contribution pour les autres cultures principales à 250.- et à 1000 francs pour la vigne</p>	<p>Il n'est pas facile à communiquer une réduction de contribution à peine une année après son introduction.</p>
<p>Annexe 7 ch. 5.12.1 Réduction des contributions SST pour les toutes les catégories d'animaux sauf les lapins et la volaille</p>	<p>Refuser</p>	<p>Nous ne voyons pas le danger d'un transfert vers les sorties obligatoires et vers la SRPA des exigences de bien-être des animaux.</p>

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Annexe 7 ch. 5.13 Contribution durée de vie vache Réduction de la contribution pour les vaches les plus âgées de 200.- à 100.-		Il ne faut pas réduire déjà maintenant la contribution. C'est une mesure de toute façon difficile à fournir, une telle réduction rendra le programme encore moins attractif. Nous ne croyons pas à l'attractivité de garder des vieilles vaches que pour la contribution.
Annexe 8 ch. 3.4 Réduction pour demandes tardives	OK	Texte plus clair et mieux adapté aux récitives.
Annexe 8 ch. 3.6 Réduction pour broyage alpage	OK	
Annexe 8 ch. 3.7 Réduction pour protection des troupeaux	OK	
Annexe 8 ch. 2.8.1 Réduction selon broyage Q2	OK	

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
		Trotz besserer Ausbildung und Kenntnisse bei allen Betriebsleitenden, ist das Verhalten der Meinungsführer nach wie vor ein entscheidendes Element für die rasche Verbreitung neuer Ideen und Praktiken. Gerade die relativ niederschwelligeren Projekte des Typs «Realisierung neuer Projektideen, einschliesslich der Entwicklung von Prototypen» erscheinen uns dafür besonders geeignet.
Art. 10	Der Inhalt der Verordnung sollte attraktiv kommuniziert werden. Ein Kommunikationsplan wird erarbeitet und umgesetzt.	Berichterstattung und Kommunikation wird geregelt im Artikel 10, aber erst NACH Abschluss der Projekte. Es sollte eine VORGAENGIGE Kommunikation stattfinden, damit diese Verordnung bekannter wird. Es sollte in Fachzeitschriften, an Veranstaltungen und in den neuen Medien dafür geworben werden, damit alle Interessenten erreicht werden. Gutes Beispiel war die Objektfinanzierung des SBF bei den Vorbereitungskursen. Mittels eines Kommunikationskonzeptes konnten die Zielgruppen klar erreicht werden.
Art. 10 Abs. 1	1 Die Trägerschaft muss dem BLW nach Ablauf der Unterstützungsperiode einen Schlussbericht und eine Schlussabrechnung einreichen. Bei mehrjährigen Vorhaben nach Artikel 1 Absatz 2 Buchstaben a und b muss sie zudem periodisch einen Zwischenbericht und eine Zwischenabrechnung einreichen. Es sind die Vorgaben des BLW einzuhalten.	Die Berichterstattung für mehrjährige Projekte muss vereinfacht werden. Die Projekte dauern maximal 4 Jahre. Da muss der Aufwand in engen Grenzen bleiben. Eine gangbare Lösung wäre, die Berichterstattung in der Beitragsverfügung des BLW situativ pro Projekt festzulegen. In der gleichen Verfügung sollte auch der Beitrag des Projektes zur Wissensvermittlung situativ pro Projekt geregelt werden.
Art. 10 Abs. 2 Bst. d (neu)	d. Art und Umfang von Zwischenberichten und Zwischenabrechnungen bei mehrjährigen Vorhaben nach Artikel 1 Absatz 2 Buchstaben a und b. Diese Berichterstattung ist einfach zu halten.	Die Berichterstattung für mehrjährige Projekte muss vereinfacht werden. Die Projekte dauern maximal 4 Jahre. Da muss der Aufwand in engen Grenzen bleiben. Eine gangbare Lösung wäre, die Berichterstattung in der Beitragsverfügung des BLW situativ pro Projekt festzulegen. In der gleichen Verfügung sollte auch der Beitrag des Projektes zur Wissensvermittlung situativ pro Projekt geregelt werden.

BR 04 Landwirtschaftliche Begriffsverordnung / Ordonnance sur la terminologie agricole / Ordinanza sulla terminologia agricola (910.91)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

--	--	--

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 16 al. 5 Installations solaires: SAU sous conditions	OK	
Art. 17	OK	

BR 05 Pflanzengesundheitsverordnung / Ordonnance sur la santé des végétaux / Ordinanza sulla salute dei vegetali (916.20)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Die geltende PGesV ist die totalrevidierte Fassung einer Vorgängerverordnung und erst seit 01.01.2020 in Kraft. Wir begrüßen, dass die bisherigen Erfahrungen ausgewertet wurden und erkannte Verbesserungspotenziale rasch umgesetzt werden.

Wir begrüßen speziell die Möglichkeit für die Kant. Pflanzengesundheitsdienste künftig im Bedarfsfall auch die vorsorgliche Vernichtung fraglicher Ware anordnen zu können. Es handelt sich hier um eine wichtige und trotzdem verhältnismässige Massnahme zur Verhinderung der Einschleppung und Ausbreitung von Quarantäneorganismen. Allerdings müssen die Kriterien, welche zur Ergreifung dieser Massnahme berechtigen, präzisiert werden, damit die Massnahme einem Rekurs vor Gericht auch standhält. Sonst würde die anordnende Behörde schadenersatzpflichtig, was die Hürde für die Anordnung der vorsorglichen Vernichtung massiv erhöht.

Die Gefährlichkeit von *Ambrosia artemisiifolia* (Aufrechtes Traubenkraut) für die menschliche Gesundheit ist bekannt. Eine Bekämpfung ist darum sinnvoll. Diese soll schweizweit einheitlich sein. Die amtliche Überwachung und Bekämpfung von *Ambrosia*, wie auch von anderen Schadorganismen, welche die Kriterien als «besonders gefährlich» i.S. der PGesV nicht erfüllen, ist nicht in der PGesV zu regeln. Es braucht dafür eine eigene gesetzliche Grundlage im Umweltschutzgesetz.

Die Kantone warten ungeduldig auf diese neue gesetzliche Grundlage. Denn gestützt darauf könnte endlich landesweit wirksame amtliche Bekämpfungsmassnahmen gegen gebietsfremde, invasive Arten ergriffen werden, die zwar den Status «besonders gefährlich» i.S. der PGESV nicht erfüllen, aber dennoch die Umwelt oder den Menschen gefährden.

Die Bekämpfung von *Ambrosia* wurde nur deshalb in der PGesV geregelt, weil eine ähnliche Regelung im Umweltrecht fehlte und immer noch fehlt. Die Regelungen zu *Ambrosia* in der PGesV sind daher weiterhin als Übergangslösung zu betrachten.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 110 Abs. 4		Die Kantone warten ungeduldig auf diese neue gesetzliche Grundlage. Denn gestützt darauf könnte endlich landesweit wirksame amtliche Bekämpfungsmassnahmen gegen gebietsfremde, invasive Arten ergriffen werden, die zwar den Status «besonders gefährlich» i.S. der PGESV nicht erfüllen, aber dennoch die Umwelt oder den Menschen gefährden.

BR 06 Dünger-Verordnung / Ordonnance sur les engrais / Ordinanza sui concimi (916.171)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Offenbar werden vermehrt Dünger zu Pflanzenschutz Zwecken eingesetzt, z.B. Spurennährstoffdünger mit Kupfer, Biostimulans, etc. was etwa im Extensiv-Anbau beobachtet werden kann. Das Zulassungsverfahren für Dünger ist viel einfacher als für Pflanzenschutzmittel. Ersteres sollte nicht zur «Umgehung» des letzteren genutzt werden können. Entsprechend ist hier Koordination angezeigt.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 9 al. 2	Il est proposé de compléter l'art. 9 al. 2 selon la formulation suivante : Les engrais ne peuvent être mis en circulation ou importés que si les exigences de qualité de l'annexe 2.6 ORRChim concernant les polluants et les substances étrangères inertes sont remplies.	Les exigences de qualité de l'ORRChim doivent s'appliquer indépendamment du fait que l'engrais soit mis en circulation au sens de la définition de l'art. 2, let. f. Il est particulièrement important que les exigences de l'ORRChim soient respectées pour les engrais importés à des fins de consommation personnelle.
Annexe 3 ch. 1 al. 1	Compléter comme suit : [...] les conditions de stockage et des recommandations d'élimination.	Les engrais sont soumis aux prescriptions d'utilisation de la loi sur la protection de l'environnement (cf. art. 28 al. 1 LPE), les préparations telles que les engrais étant également considérées comme des substances et leur utilisation incluant leur élimination. Parallèlement, les engrais sont réglementés par l'ORRChim en tant que substances présentant des risques particuliers. Les engrais ne doivent pas être éliminés de manière incontrôlée. Une élimination non conforme peut porter atteinte à l'environnement.

BR 07 Tierzuchtverordnung / Ordonnance sur l'élevage / Ordinanza sull'allevamento di animali (916.310)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Le Canton du Valais salue vivement la volonté de préserver les races autochtones de Suisse. Il souhaiterait toutefois que les montants alloués à cette noble idée soient triplés au plus vite s'ils veulent être vraiment efficaces et compenser en partie le retard économique des dites races.

Wir unterstützen die Ausdehnung der Tierzuchtförderung auf die Schweizer Honigbienenrasse Dunkle Biene (apis mellifera mellifera). Wir gehen aber davon aus, dass es für die Förderung der Schweizer Imkerei insgesamt ein Förderkonzept gibt.

Au sujet de race Originaler Evelener. Avec environ 300 sujets et les risques inhérents au taux de consanguinité qui en découle, on serait en droit d'attendre que cette race soit classée « critique » au lieu de « en danger ».

Finanzhilfen sollten in der Regel 50 Prozent der anrechenbaren Kosten nicht übersteigen. Höhere Ansätze sind zu begründen, so die EFV. Entgegen dem erläuternden Bericht sind wir der Auffassung, dass Art. 3 Abs. 2 keine Begründung im Sinne der EFV bzw. des Subventionsgesetzes ist. Es ist Sache der Züchter die Lücke zwischen den Eigenmitteln und der Subvention zu schliessen, beispielsweise über Sponsoring oder Crowdfunding. Der Bund soll nicht automatisch in die Lücke springen.

Eine neue Rechtsgrundlage damit das BLW die von ihm anerkannten Zuchtorganisationen auf seiner eigenen Homepage veröffentlichen darf, erscheint uns unnötig. Die Veröffentlichung ist zum einen durch die Informationspflicht des BLW gegenüber der Öffentlichkeit gegeben. Zum andern kann die Liste der anerkannten Zuchtorganisationen jederzeit gestützt auf das Öffentlichkeitsgesetz eingefordert werden.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 23a Absatz 5 NEU	5 Sinkt der Globalindex einer Schweizer Rasse innerhalb der 4-Jahresperiode in den Bereich eines erhöhten Gefährdungsstatus, kann die zuständige Zuchtorganisation die Aktualisierung des Gefährdungsstatus vor Ablauf der 4-Jahresperiode beantragen. Das BLW aktualisiert den Globalindex und passt die finanzielle Unterstützung gemäss aktualisiertem Gefährdungsstatus an.	4-Jahresperioden sind zwar sinnvoll für eine gewisse Kontinuität der Unterstützung. Aber bei stark sinkenden Populationen bzw. Globalindex ohne Aussicht auf Erholung, kann die verzögerte Erhöhung der Unterstützung einer Rasse zu deren vollständigem Verlust führen.

BR 08 Schlachtviehverordnung / Ordonnance sur le bétail de boucherie / Ordinanza sul bestiame da macello (916.341)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Le Valais est d'accord avec les modifications proposées.

Die Präzisionierungen für die Übertragung von Kontingenten auf die nächste Einfuhrperiode verschafft den Beteiligten mehr Rechtssicherheit und fördert die Wirksamkeit des Instruments der Kontingente. Die Möglichkeit für das BLW neu eine Vertriebsplattform im Internet ebenfalls als Verkaufsstelle für Koscher- und Halalfleisch anerkennen zu können, stellt für zwei Minderheiten der Bevölkerung eine Erleichterung dar. Mit der Ausdehnung der Kennzeichnungspflicht auf vorverpackte Erzeugnisse wird eine weitere Grauzone geklärt. Die künftig zwingende Eingabe von Gesuchen um Kontingentsanteile nach der Zahl der erstellten Tiere über die dafür vom BLW bereitgestellte Internetanwendung ekontingente.admin.ch, ist eine administrative Erleichterung und umzusetzen.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni

BR 09 Höchstbestandesverordnung / Ordonnance sur les effectifs maximums / Ordinanza sugli effettivi massimi (916.344)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Wir begrüßen die Präzisierung zur Berechnung des Höchstbestandes bei Betriebsgemeinschaften in Art. 5.

Die neue Vorschrift bringt zwar mehr Rechtssicherheit und Spielraum. Mit der Änderung von Art. 2 Abs. 3 LBV (Ehepartner können eigenständige Betriebe führen und eine Betriebsgemeinschaft gründen) ist anzunehmen, dass vermehrt Betriebe Wege finden, die Höchstbestände auszudehnen. Es stellt sich grundsätzlich die Frage, ob die Höchstbestandesverordnung (HBV) noch zeitgemäss ist. Zunehmend bestimmen Regelungen aus dem Bau- und Planungsrecht, beispielsweise die Unterscheidung bodenabhängig und innere Aufstockung oder raumrelevante Bestimmungen aus der Umweltgesetzgebung wie beispielsweise die minimalen Abstände für Tierhaltungsanlagen zu Wohngebieten, Standort und die zulässige Grösse einer Tierhaltung bzw. Stallbaute. Die HBV verliert dadurch enorm an Bedeutung und Steuerungskraft.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni

BR 10 Milchpreisstützungsverordnung / Ordonnance sur le soutien du prix du lait / Ordinanza sul sostegno del prezzo del latte (916.350.2)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Les désavantages sont beaucoup plus importants que les avantages. Le Canton du Valais rejette le changement de système proposé par la Confédération. La stabilité actuelle sur le marché du lait serait compromise et le secteur fromager, secteur à forte valeur ajoutée et axé sur l'exportation, serait affaibli. Vu les nombreux problèmes techniques, administratifs, économiques et juridiques non résolus ainsi que la perception politique, nous estimons que les désavantages sont nettement plus importants que les avantages. En même temps, nous constatons que le Conseil des États a accepté comme première chambre une adaptation de la loi sur l'agriculture (arts. 38 et 39) qui élimine le risque de pertes/versements double pour la Confédération.

La séparation du prestataire et du bénéficiaire du supplément provoque des problèmes techniques et administratifs et compromet le système entier en raison du manque d'incitations pour le prestataire.

La stabilité actuelle sur le marché du lait sera compromise et la protection douanière différente ne sera plus prise en compte. La nouvelle structure des prix affaiblira le secteur du lait de fromagerie.

Il est politiquement délicat de pénaliser les producteurs de lait avec le versement retardé de près de 15 % de la paie du lait.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 2a Abs. 1 zweiter Halbsatz	streichen 1 Für Verkehrsmilch, die von Kühen stammt, richtet das BLW den Milchproduzenten und Milchproduzentinnen eine Zulage von 5 Rappen je Kilogramm aus, sofern die Milch die Anforderungen erfüllt, die das EDI gestützt auf die LGV6 in den Ausführungsbestimmungen im Bereich der Lebensmittel tierischer Herkunft erlässt.	Die Verkäuferszulage wird für verkäste Milch ausgerichtet. Dazu darf nur lebensmitteltaugliche Milch verwendet werden. Was das ist, ist dem Lebensmittelrecht zu entnehmen. Sowohl die Milchproduktions- wie auch die Käsebetriebe sind Betriebe der Lebensmittelproduktion und unterliegen der Lebensmittelkontrolle. Diese bezieht sich sowohl auf die Räumlichkeiten, die Prozesse wie auch auf die verwendeten Rohstoffe und Hilfsstoffe. Der Zusatz ist also völlig unnötig.
Art. 9 Abs. 3	streichen	Diese Anforderungen sind illusorisch. Die monatliche Meldung jener Milchmenge pro Milchproduzent, wofür er eine der Zulagen erhält, ist nicht machbar. Diese Vorstellung übersieht die Rolle der Milchhändler und läßt die Milchverwerter zu intransparenten und unkorrekten Datenlieferungen an den Bund ein.

BR 11 Verordnung über die Identitas AG und die Tierverkehrsdatenbank / Ordonnance relative à Identitas SA et à la banque de données sur le trafic des animaux / Ordinanza concernente Identitas AG e la banca dati sul traffico di animali (916.404.1)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

L'accès aux données de la BDTA par les cantons doit être autorisé sans restriction et gratuitement.

Wir unterstützen die Erleichterungen die Übernahme ins Recht der heutigen Praxis, wonach die Daten an die TVD übermittelt hat, diese Daten beim Identitas-Support ohne Vorlage eines Begleitdokuments korrigieren lassen dürfen. Für Korrekturen von Daten durch Drittpersonen muss die Vorweisung eines Begleitdokuments Voraussetzung bleiben.

Die Neuregelung des Datenbezugs durch Dritte, ohne die bisherige Einschränkung auf bestimmte Organisationen, ist zweckmässig. Allerdings halten wir die vorgeschlagenen datenschutzrechtlichen Bestimmungen für zu schwach. Insbesondere ist die generell abstrakte Zustimmung zur Datenweitergabe an dritte mittels Anerkennung von Statuten oder Zuchtreglementen kein genügender Schutz vor Missbrauch. Bei der Weitergabe von Daten an Dritte auf Gesuch hin, also im Rahmen von Art. 39, soll die Identitas künftig eine minimale Prüfung der Motivationen des Gesuchstellers vornehmen müssen. Der abzuschliessende Vertrag soll minimale datenschutzrechtliche Verpflichtungen enthalten.

In Artikel 38a, Abs. 2 ist es aus unserer Sicht zieführend, wenn auch Equidenhaltende die Einwilligung erteilen können. Dies macht insofern Sinn, dass bei Anfragen von Labelorganisationen in Bezug auf den ÖLN, die Tierhaltenden in der Pflicht sind und bei Ställen mit einer grossen Anzahl Equiden das Einholen der Einwilligung aller Equideneigentümerinnen und -eigentümer sehr umständlich wäre. Mit dieser, von den Kantonen schon oft geforderten Änderung könnte die Qualität der TVD-Daten im Bereich der Equiden stark verbessert werden.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 34	(...) können zur Erfüllung ihrer Aufgaben in alle Daten Einsicht nehmen und sie verwenden. <u>Das ist für sie kostenlos und gebührenfrei.</u>	Für die Kantone muss der Zugriff auf die TVD-Daten uneingeschränkt und kostenlos sein.
Art. 38a Accès aux données BDTA avec l'accord du détenteur	¹ Wer über die Einwilligung der Tierhalterin oder des Tierhalters verfügt, kann für den angegebenen Bearbeitungszweck in die folgenden Daten der TVD Einsicht nehmen und diese verwenden. <u>Generalklauseln in Statuten, Reglementen oder Allgemeinen Geschäftsbedingungen u.ä. genügen als Einwilligung der Tierhalterin oder des Tierhalters nicht.</u>	Die von der TVD verwalteten Daten sind durchaus sensibel. Nebst vom Datenschutzrecht besonders geschützte Personendaten, können mit Daten der TVD etwa Marktsituationen exakt antizipiert und zum Nachteil der meldepflichtigen Personen missbraucht werden.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 39 Abs. 1	<p>¹ Die Identitas AG kann auf Gesuch hin Dritten ohne Einwilligung der Betroffenen erlauben, für Zuchtzwecke oder wissenschaftliche Untersuchungszwecke in alle Daten der TVD Einsicht zu nehmen und sie zu verwenden, <u>wenn zwischen dem Gesuchszweck und den beantragten Daten der TVD ein plausibler Zusammenhang besteht und wenn mutmasslich kein Ausbau der Marktmacht zu Lasten der meldepflichtigen Personen erfolgt</u>. Sie entscheidet im Einvernehmen mit dem BLW.</p>	<p>Die Einwilligung zur Einsicht in Daten der TVD via Vereinsstatuten, Reglementen oder allgemeinen Geschäftsbedingungen einzuholen, versetzen den Tierhalter, die Tierhalterin in ein Dilemma: entweder verzichtet er auf die Vorteile einer Mitgliedschaft oder einer Geschäftsbeziehung, oder er gibt die Kontrolle über seine Daten ab. Das ist mit den Grundsätzen des Datenschutzes nicht vereinbar und muss klargestellt werden.</p> <p>Die Neuregelung des Datenbezugs durch Dritte, ohne die bisherige Einschränkung auf bestimmte Organisationen, ist zweckmässig. Allerdings halten wir die vorgeschlagenen datenschutzrechtlichen Bestimmungen für zu schwach. Insbesondere ist die generell abstrakte Zustimmung zur Datenweitergabe an dritte mittels Anerkennung von Statuten oder Zuchtreglementen kein genügender Schutz vor Missbrauch. Bei der Weitergabe von Daten an Dritte auf Gesuch hin, also im Rahmen von Art. 39, soll die Identitas künftig eine minimale Prüfung der Motivationen des Gesuchstellers vornehmen müssen. Der abzuschliessende Vertrag soll minimale datenschutzrechtliche Verpflichtungen enthalten.</p>
Art. 39 Abs. 2	<p>² Beinhaltet das Gesuch nicht anonymisierte Daten oder sind durch die Gesamtheit der verfügbaren Daten Rückschlüsse auf betroffene Personen möglich, so muss die Identitas AG einen Vertrag mit der Drittperson schliessen. <u>Darin sind mindestens festzuhalten, welchen Erkenntnisgewinn die Untersuchung der TVD-Daten anvisiert sowie minimal einzuhaltende datenschutzrechtliche Bestimmungen</u>. Der Vertrag ist vor der Unterzeichnung dem BLW zur Genehmigung vorzulegen.</p>	<p>Die Neuregelung des Datenbezugs durch Dritte, ohne die bisherige Einschränkung auf bestimmte Organisationen, ist zweckmässig. Allerdings halten wir die vorgeschlagenen datenschutzrechtlichen Bestimmungen für zu schwach. Insbesondere ist die generell abstrakte Zustimmung zur Datenweitergabe an dritte mittels Anerkennung von Statuten oder Zuchtreglementen kein genügender Schutz vor Missbrauch. Bei der Weitergabe von Daten an Dritte auf Gesuch hin, also im Rahmen von Art. 39, soll die Identitas künftig eine minimale Prüfung der Motivationen des Gesuchstellers vornehmen müssen. Der abzuschliessende Vertrag soll minimale datenschutzrechtliche Verpflichtungen enthalten.</p>

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
		<p>Es sind dies der vereinbarte Zweck des Gesuches bzw. das Untersuchungsziel, wozu die Daten der TVD einen Erkenntnisgewinn beisteuern sollen sowie die Verpflichtung des Datenbezügers auf minimale Grundsätze des Datenschutzes inkl. Sanktionen.</p>

BR 12 Verordnung über die Beurteilung der Nachhaltigkeit in der Landwirtschaft / Ordonnance sur l'évaluation de la durabilité de l'agriculture / Ordinanza concernente l'analisi della sostenibilità in agricoltura (919.118)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Pas de commentaire.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 10a let. a D'ici 2023, réduction de 15% N au lieu de 20%		Nous respectons la décision du Parlement.

BR 13 Verordnung über Gebühren des Bundesamtes für Landwirtschaft / Ordonnance relative aux émoluments perçus par l'Office fédéral de l'agriculture / Ordinanza concernente le tasse dell'Ufficio federale dell'agricoltura (910.11)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Pas de commentaire.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni

WBF 01 Verordnung des WBF über die biologische Landwirtschaft / Ordonnance du DEFR sur l'agriculture biologique / Ordinanza del DEFR sull'agricoltura biologica (910.181)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Wallis beauftragt die Anpassungen, da damit die Gleichwertigkeit der Verordnung des WBF über die biologische Landwirtschaft i.S. des Anhang 9 des Agrarabkommens mit der EU aufrechterhalten bzw. wiederhergestellt werden kann. Auch können so potenzielle technische Handelshemmnisse vermieden werden.

Neu sollen die Algen einschliesslich See gras als "nicht biologische Zutaten landwirtschaftlichen Ursprungs" für die Herstellung von Lebensmitteln unter Anhang 3 Teil C erfasst werden. Die Algen sollen dabei nach einem anerkannten nachhaltigen Standard zertifiziert sein. Das Aufführen der Algen unter Anhang 3 Teil C ist nicht zielführend. Stattdessen ist es wichtig, dass die Algen sowie die anderen Aquakulturen künftig in den Geltungsbereich der Bio-Verordnung fallen. In der EU werden die Algen und Aquakulturtiere seit Jahren im Bio-Bereich geregelt (aktuell Verordnung EU 2018/848, früher Verordnung EG 834/2007). In der Schweiz hingegen gibt es dazu nach wie vor nur privatrechtliche Richtlinien von Biolabel-Organisationen. Dies ist nicht ausreichend. Die Bio-Verordnung basiert auf dem Grundsatz der Gleichwertigkeit zur entsprechenden Gesetzgebung der EU. Dieser Grundsatz ist zur Sicherstellung eines hindernisfreien grenzüberschreitenden Warenverkehrs von grosser Bedeutung. Um technische Handelshemmnisse zu vermeiden, ist es nötig, dass die Bio-Bestimmungen der EU für Algen und Aquakulturtiere auch in der Schweiz übernommen und in die Bio-Verordnung sowie Verordnung des WBF über die biologische Landwirtschaft integriert werden. Allenfalls müssen dazu die rechtlichen Grundlagen geschaffen werden, damit dies möglich wird.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Anhang 3 Teil A	Siliciumdioxid E 551 Streichen von Kakaopulver (wie bisher).	Siliciumdioxid E 551 Neu soll der Zusatzstoff E 551 für Bio-Kakaopulver (zur Verwendung in Dosierautomaten) zugelassen werden. Kakaopulver ist ein Kakaoprodukt. Die Verwendung von Siliciumdioxid E 551 ist in Kakaoprodukten gemäss Zusatzstoffverordnung (ZuV) nicht zugelassen (Anhang 3, Teil B Ziffer 5.1 ZuV). Somit darf der Zusatzstoff auch nicht bei Bio-Kakaopulver eingesetzt werden. Es darf nicht zu Diskrepanzen mit der Zusatzstoffverordnung kommen.
Anhang 3 Teil B	Essigsäure E 260 Die Essigsäure als Lebensmittelzusatzstoff im Teil A von Anhang 3 erfassen.	Essigsäure E 260 Die Essigsäure soll neu für die Anwendung aller pflanzlichen Erzeugnissen als Verarbeitungshilfsstoff zugelassen werden. Wieso wird der Zusatzstoff E 260 nicht (auch) als Lebensmittelzusatzstoff im Teil A erfasst? Dies wäre naheliegender.

<p>Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)</p>	<p>Antrag Proposition Richiesta</p>	<p>Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni</p>
<p>Anhang 3 Teil C</p>	<p>Algen einschliesslich Seegras Den Abschnitt zu den Algen inkl. Seegras wie bisher nicht in Anhang 3 Teil C aufführen. Zu den Algen und Aquakulturtieren sind die Bio-Vorschriften der EU in der Bio-Verordnung sowie Verordnung des WBF über die biologische Landwirtschaft zu übernehmen. Solange die Übernahme der EU-Vorschriften nicht erfolgt ist, kann evtl. nach Art. 16k Abs. 3 und 4 der Bio-Verordnung vorgegangen werden.</p>	<p>Neu sollen die Algen einschliesslich Seegras als nicht biologische Zutaten landwirtschaftlichen Ursprungs in Anhang 3 Teil C erfasst werden. Dabei sollen die Algen nach einem anerkannten nachhaltigen Standard zertifiziert sein. Einerseits ist nicht klar, was unter "anerkannten nachhaltigen Standards" zu verstehen ist. Der Begriff "nachhaltig" kann breit ausgelegt werden (wie wirtschaftlich, sozial und umweltbezogen). Andererseits macht das Aufführen der Algen in dieser Liste auch sonst keinen Sinn. Es gibt u.a. biologische Algen entsprechend der Verordnung (EU) 2018/848. Anhang 3 Teil C sollte hinsichtlich der Algen mit Anhang V Teil B der Verordnung (EU) 2021/1165 übereinstimmen. In der EU werden nur die Arame-Algen und Hijiki-Algen aufgeführt. Dies entspricht bereits dem aktuellen Anhang 3 Teil C. Das Problem stellt sich in der Schweiz nicht nur bei den Algen, sondern auch bei den Aquakulturtieren. Auch diese können in der Schweiz nur nach privatrechtlichen Richtlinien (wie Knospe) zertifiziert werden. Die einzige Lösung ist, dass die schon seit langem geltenden europäischen Bio-Vorschriften zu den Algen und Aquakulturtieren in das Schweizer Recht übernommen werden. Die Aquakulturen sollten künftig ebenfalls im Geltungsbereich der Bio-Verordnung sein.</p>
<p>Anhang 7 Teil A</p>	<p>Korrektur der Bezeichnungen: 11.3.8 Magnesiumphosphat 11.3.10 Mononatriumphosphat</p>	<p>Die Bezeichnungen werden nicht richtig angegeben.</p>

<p>Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato) Anhang 12</p>	<p>Antrag Proposition Richiesta</p> <p>Anpassung der Spaltenüberschriften in der dritten Tabelle oder Ergänzung der Fusszeile 4. Vorschlag für Ergänzung bei Fusszeile 4: Gemäss den <i>Sanktionsstufen A bis D</i> der Weisung des BLW an die Zertifizierungsstellen zur Harmonisierung ihres Vorgehens bei Unregelmässigkeiten im Bereich Bio-Verarbeitung und Handel.</p>	<p>Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni</p> <p>Es geht zu wenig klar hervor, dass in der dritten Tabelle mit den Buchstaben A bis D die Sanktionsstufen gemeint sind. Deshalb sollten entweder die Spaltenüberschriften oder die Fusszeile 4 angepasst werden.</p>
---	---	--

WBF 02 Verordnung des WBF und des UVEK zur Pflanzengesundheitsverordnung / Ordonnance du DEFR et du DETEC relative à l'ordonnance sur la santé des végétaux / Ordinanza del DEFR e del DATEC concernente l'ordinanza sulla salute dei vegetali (916.201)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

L'interdiction d'importation, de production et de mise en circulation de cotonéaster ainsi que de *Photinia* sp. doit être maintenue. Ces espèces contribuent à la dissémination du feu bactérien et génèrent des pertes économiques importantes.

Nous soutenons clairement la lutte contre le bois noir.

Wir lehnen die Aufhebung des Verbots der Einfuhr, der Produktion und des Inverkehrbringens gewisser Wirtspflanzen des Feuerbrandes ab. Damit wird einer noch stärkeren Ausbreitung des Feuerbrandes Vorschub geleistet und die bisher erreichten Bekämpfungserfolge werden offiziell aufgegeben. Diese Verbote müssen für *Cotoneaster* Ehrh. sowie *Photinia davidiana* Cardot und *Photinia nussia* Cardot weiterhin gelten, nicht zuletzt, weil es sich dabei um gebietsfremde Neophyten handelt. Das Verbot kann somit auch auf die Freisetzungsverordnung abgestützt werden.

Für uns ist es ein Widerspruch: National geltende Pflanzverbote für hochanfällige Wirtspflanzen aufzuheben und gleichzeitig Gebiete mit geringer Prävalenz in verschiedenen Kantonen zu führen, in denen immer noch erfolgreich der Druck des Feuerbrands tief gehalten wird. Die Bekämpfung des Feuerbrands hat über Jahrzehnte viele Ressourcen (finanziell und personell) verschlungen, aber der Aufwand hat sich dennoch gelohnt. Dadurch konnte der Krankheitsdruck auf einem niedrigen Niveau gehalten werden. Und das gilt für Gebiete mit geringer Prävalenz immer noch. Mit der Aufhebung der Anpflanzungsverbote verliert die Kantone bzw. die Bekämpfungsstrategie von Bund und Kantone ihre Glaubwürdigkeit.

Wir unterstützen den Ausbau der Bekämpfung des Verursachers der Goldgelben Vergilbung der Rebe (Synonym: Flavescence dorée, wissenschaftlicher

Name: Grapevine flavescence dorée phytoplasma) durch eine verbesserte Überwachung des Auftretens des Erregers der Schwarzholzkrankheit (Synonym: Bois noir; wissenschaftlicher Name: *Candidatus Phytoplasma solani* Quaglino et al.), welcher von Auge nicht unterscheidbare Symptome auf den Reben hervorruft. Die verbesserte Überwachung des Erregers der Schwarzholzkrankheit soll durch die Ausscheidung von Gebieten mit erhöhter Prävalenz erfolgen, was in der Zuständigkeit der Kantone liegt. Wallis begrüsst insbesondere, dass hier das gleiche Konstrukt zur Anwendung gelangen soll, wie es bereits aus der Bekämpfung des Feuerbrands bekannt ist. Was den Kontrollaufwand und die Arbeitslast der Kantone betrifft, so ist dieser deutlich grösser als im erläuternden Bericht ausgeführt.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni
Art. 6 Abs. 4	Beibehaltung des bisherigen Rechts	Wir lehnen die Aufhebung des Verbots der Einfuhr, der Produktion und des Inverkehrbringens gewisser Wirtspflanzen des Feuerbrandes ab. Damit wird einer noch stärkeren Ausbreitung des Feuerbrandes Vorschub geleistet. Diese Verbote müssen für <i>Cotoneaster</i> Ehrh. sowie <i>Photinia davidiana</i> Cardot und <i>Photinia nussia</i> Cardot weiterhin gelten, nicht zuletzt, weil es sich dabei um gebietsfremde Neophyten handelt. Das Verbot kann somit auch auf die Freisetzungsverordnung abgestützt werden.

<p>Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)</p>	<p>Antrag Proposition Richiesta</p>	<p>Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni</p> <p>Durch die Aufhebung der Verbote verlieren Gebiete mit geringer Prävalenz ihren Sinn und die Bekämpfungsstrategie der Kantone ihre Glaubwürdigkeit. Die Investitionen der letzten 20 Jahre in die Pflanzengesundheit gehen verloren.</p>
<p>Anhang 5 Ziff. 21</p>	<p>Beibehaltung des bisherigen Rechts</p>	<p>Siehe Art. 6 Abs. 4</p>

WBF 03 Futtermittelbuch-Verordnung / Ordonnance sur le Livre des aliments pour animaux / Ordinanza sul libro dei prodotti destinati all'alimentazione animale (916.307.1)

Allgemeine Bemerkungen / Remarques générales / Osservazioni generali:

Es handelt sich um eine notwendige Anpassung FMBV an europäisches Recht im Rahmen des Agrarabkommens Schweiz – EU (Bilaterale I). Wir begrüßen die zeitnahe Anpassung. So werden Probleme im grenzüberschreitenden Handel proaktiv klein gehalten.

Artikel, Ziffer (Anhang) Article, chiffre (annexe) Articolo, numero (allegato)	Antrag Proposition Richiesta	Begründung / Bemerkung Justification / Remarques Motivazione / Osservazioni

